

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 4 juin 2026

FOCUS : SECOND TOUR DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES : CONTINUITE OU RUPTURE DU MODELE ECONOMIQUE PERUVIEN ? 2

Bolivie 3

Le président annonce mener des négociations avec le FMI. 3

Les coûts économiques d'un mois de blocus sont élevés. 3

Colombie 3

Les marchés réagissent favorablement à une potentielle victoire d'A. de la Espriella (extrême-droite). 3

En avril, le chômage se maintient à 8,8 %, la création d'emplois favorisant les femmes. 4

En mai, la production manufacturière a augmenté, malgré une hausse du prix des intrants. 4

Le secteur de la distribution colombien est sous pression. 4

Le Ministère des Finances rembourse l'entièreté de son amiteieux montage de gestion de la dette (*Total Return Swap*, TRS) et réduit comptablement son endettement. 5

Équateur 5

En soutien à la candidature d'Abelardo de la Espriella en Colombie, l'Équateur met fin à la guerre commerciale avec son voisin. 5

Le ministère de l'Economie rapporte une réduction du risque pays et une hausse des réserves internationales en 2026. 6

Guyana 6

Citibank ouvre un bureau de représentation au Guyana. 6

Pérou 6

Malgré 12 Md\$ investis, le déficit d'accès à l'eau et à l'assainissement continue de se creuser. 6

L'expansion de l'exploitation minière illégale du cuivre pourrait fragiliser le potentiel minier péruvien. 7

Venezuela 7

Le Venezuela engage le cabinet d'avocat Hogan Lovells pour restructurer sa dette. 7

Les compagnies aériennes internationales doivent transférer leurs paiements pour le pétrole vénézuélien vers les États-Unis. 7

Le bolivar s'est déprécié de presque 45 % entre janvier et mai 2026. 8

Focus : Second tour des élections présidentielles : continuité ou rupture du modèle économique péruvien ?

Le Jury national des élections (JNE) a proclamé le 17 mai les résultats du premier tour de l'élection présidentielle du 12 avril : le second tour, prévu le 7 juin, opposera Keiko Fujimori (*Fuerza Popular*, 17,2 %) à Roberto Sánchez (*Juntos por el Perú*, 12,0 %). Le scrutin oppose deux visions économiques manifestement opposées. K. Fujimori défend un programme libéral et pro-investissement privé, tout en conservant des positions plus conservatrices sur les sujets sécuritaires et migratoires. À l'inverse, R. Sánchez propose une rupture avec le modèle économique actuel via un renforcement du rôle économique de l'État, tout en conservant une ligne sociale plus modérée.

Le programme de Keiko Fujimori mise sur la continuité macroéconomique et l'investissement privé à travers notamment les partenariat public-privé (PPP) et la continuité des projets privés ; le déblocage des projets miniers, énergétiques et d'infrastructures ; la simplification administrative et formalisation des PME ; le maintien de l'autonomie de la Banque centrale et du cadre économique actuel ; et le financement de ces mesures via la croissance, l'investissement privé et les revenus des activités extractives.

Pour Roberto Sánchez il s'agit d'un retour stratégique de l'État dans les activités pour renforcer la souveraineté économique : renforcement du secteur public et contrôle accru des ressources ; révision de certains contrats ; élaboration d'une nouvelle Constitution pour modifier le cadre économique établi dans le texte de 1993 (toujours en vigueur à ce jour) ; un rapprochement avec les BRICS ; augmentation du salaire minimum à 441\$ mensuels (1 500 PEN, +33 % par rapport à aujourd'hui) et financement de ces mesures par une plus forte captation des revenus miniers et énergétiques.

Keiko Fujimori considère le secteur minier comme un moteur de croissance porté par les investissements et les exportations. Son opposant défend un contrôle public renforcé et une meilleure captation de la rente minière en se réservant le droit de révision des contrats. Au sujet de la mine illégale, Keiko Fujimori privilégie une approche axée sur la formalisation, la sécurité et le renforcement de l'Etat dans les territoires miniers. Roberto Sánchez met davantage l'accent sur la lutte contre les économies illégales et un contrôle accru de l'État sur la filière minière.

Une victoire de Keiko Fujimori serait globalement perçue comme un scénario de continuité macroéconomique. Son programme maintient les principaux équilibres actuels, l'incertitude porterait davantage sur la soutenabilité budgétaire -- le programme prévoit d'importants investissements en infrastructures, sécurité et modernisation administrative alors que les dépenses publiques ont déjà augmenté ces dernières années et que le financement repose sur des hypothèses optimistes de croissance, de recettes fiscales et de prix des matières premières. **Une victoire de Roberto Sánchez supposerait une révision du cadre économique**, de renforcement du rôle de l'État et de possible renégociation des contrats.

Bolivie

Le président annonce mener des négociations avec le FMI.

Le président a annoncé négocier un programme de 5 Md\$ avec le Fonds monétaire international. Selon lui, ce financement serait dirigé vers les organisations sociales, les secteurs productifs et les projets d'infrastructure. L'annonce a été réalisée lors de l'inauguration du Conseil économique et social, une initiative lancée afin d'ouvrir le dialogue à toutes les parties, dans un contexte de tensions. Le mouvement social dure désormais depuis plus d'un mois. Depuis le début du mandat de Rodrigo Paz en novembre 2025, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) ont annoncé vouloir prêter jusqu'à 7 Md\$ au pays entre 2025 et 2028, dans des projets de développement.

Les coûts économiques d'un mois de blocus sont élevés.

Le dollar de référence publié par la Banque centrale de Bolivie (BCB) a atteint 10,13 BOB/\$ à la vente le 29 mai dernier (contre 10,01 Bs début mai). Cet indicateur du taux de change reflète les tensions croissantes sur le marché des devises. La pression sur le taux de change intervient dans un contexte marqué par des semaines de blocus, des difficultés logistiques et des problèmes d'approvisionnement (cf. [Brèves semaine 21](#)).

Par ailleurs, les obligations souveraines boliviennes ont enregistré dix jours consécutifs de baisse, tandis que les troubles sociaux s'intensifiaient. Bien que le gouvernement ait obtenu une entrée

significative de liquidités grâce à l'émission d'obligations souveraines pour 1 Md\$ sur les marchés internationaux — permettant une hausse des réserves internationales nettes à environ 4,8 Md\$ — la situation reste tendue. Le pays fait en effet face à des échéances de dette extérieure proches de 1,9 Md\$, tandis que le niveau élevé des prix internationaux du pétrole continue de peser sur la demande de devises.

En parallèle, l'inflation en mai pourrait reculer, selon le ministre de l'Économie et des Finances José Gabriel Espinoza. Si La Paz et El Alto ont connu de fortes hausses de prix en raison des problèmes d'approvisionnement, d'autres régions ont enregistré un excédent de produits, contribuant à modérer les prix.

Colombie

Les marchés réagissent favorablement à une potentielle victoire d'A. de la Espriella (extrême-droite).

Le premier tour des élections présidentielles a créé la surprise en plaçant en tête le candidat Abelardo de la Espriella (44 % des voix ; extrême-droite), devant Ivan Cepeda (41 % ; gauche). L'indice boursier MSCI COLCAP a enregistré une hausse de 3,6 % sur la seule journée du lundi par rapport à la fermeture vendredi, avant les élections. Les actions les plus négociées sont celles de l'entreprise pétrolière publique Ecopetrol (+7,7 %) alors que le programme d'A. de la Espriella annonce une relance du secteur des hydrocarbures et du *fracking*. De même, le COP s'est apprécié par rapport au dollar étatsunien de +3,8 %, atteignant 3 550 USD/COP en fin de journée.

A. de la Espriella rassure les marchés selon Ómar Suárez, gestionnaire d'actifs du groupe Aval (société financière). Le candidat A. de la Espriella prévoit une consolidation budgétaire significative, passant par une réduction de 40 % de la taille de l'État, tandis qu'I. Cepeda

évoque la limitation des salaires et avantages du secteur public. La fragmentation politique du Congrès, et l'absence d'assise parlementaire de A. de la Espriella, limitera, pour les deux candidats, la capacité à approuver des réformes. Selon l'agence de notation Fitch, il y aurait un risque de contestation sociale, notamment pour le projet de A. de la Espriella visant à réduire les dépenses et adopter une ligne plus dure en matière de sécurité.

En avril, le chômage se maintient à 8,8 %, la création d'emplois favorisant les femmes.

En avril le taux de chômage reste stable par rapport à 2024, à 8,8 % de la population active. Le taux d'activité a, lui, augmenté, passant de 63,7 % en avril 2025 à 64,7 % en avril 2026 (+1 pp) : 701 000 emplois ont ainsi été créés sur l'année. Les secteurs concentrant les principales hausses d'emploi sont l'administration publique (33 % des emplois créés), la construction (22 %) et les loisirs (21 %). L'informalité a également décliné de -0,8 pp en g.a et s'établit à 54,2 % de la population : la variation est avant tout liée à la réduction de l'informalité dans les zones rurales (-1,5 pp par rapport à avril 2025), qui s'établit désormais à 82,5 %. 72 % des emplois créés sur l'année sont formels.

La hausse du taux d'activité a principalement bénéficié aux femmes. 80 % des nouveaux emplois créés ont été occupés par des femmes, notamment dans les secteurs des loisirs, de l'administration publique et de l'agriculture. Le taux de chômage des femmes s'établit ainsi à 10,9 % (contre 7,1 % pour les hommes soit 3,8 pp d'écart), réduisant l'écart de genre à son niveau le plus faible depuis 2010.

En mai, la production manufacturière a augmenté, malgré une hausse du prix des intrants.

Après un court recul en avril, l'indicateur PMI de Davivienda de gestion des achats du secteur industriel colombien a atteint 51,8 en mai (contre 50,8 en avril). Cette croissance est soutenue par la résilience de la demande, qui a favorisé la progression des ventes et de la production. Toutefois, le rythme de croissance de la production et des nouvelles commandes est resté modéré et les commandes en attente poursuivent leur contraction, traduisant une reprise encore fragile de la demande. En effet, les industriels font face à plusieurs obstacles. D'une part, le coût des matières premières a fortement augmenté, notamment le pétrole brut, dont le prix a progressé de 55 % depuis janvier 2026. D'autre part, les délais de livraison se sont allongés : ils atteignent leur niveau le plus élevé depuis septembre 2024, dans un contexte de blocages dans certaines zones du pays (cf. [Brève semaine 22](#)), de problèmes de sécurité et de conflits au Moyen-Orient. Les industriels colombiens se sont adaptés à ces chocs en réduisant leurs stocks d'intrants pour le troisième mois consécutif, en répercutant partiellement la hausse des coûts sur leurs prix de vente et en diminuant leurs effectifs.

Le secteur de la distribution colombien est sous pression.

Fitch Ratings a révisé ses perspectives 2026 pour le secteur de la distribution latino-américaine à « se détériorer » depuis « neutre », reflétant une détérioration généralisée des conditions opérationnelles dans toute la région. Le ralentissement des ventes au détail, la pression inflationniste persistante et l'affaiblissement du pouvoir d'achat des consommateurs pourraient affaiblir les volumes et les marges. La Colombie n'est pas en reste, bien qu'elle reste un des marchés les plus performants de la région au cours du premier semestre 2026,

l'augmentation du salaire minimum de 23,7 % (cf. [Brèves semaine 8](#)) menace le secteur. En effet, cette hausse, qui a été la plus significative depuis des décennies, pourrait fragiliser les détaillants à forte intensité de main-d'œuvre. Les chaînes de restaurants et les cafés subissent la plus forte pression sur leur marge, car la main-d'œuvre peut représenter jusqu'à 25 % à 30 % de leur structure de coûts, et Fitch estime qu'il est très improbable qu'ils ne répercutent cette hausse sur les prix. La sensibilité aux prix à la consommation et l'inflation persistante limitent cette capacité.

Le Ministère des Finances rembourse l'entièreté de son amiteux montage de gestion de la dette (Total Return Swap, TRS) et réduit comptablement son endettement.

Le 28 mai, le ministère des Finances a remboursé l'entièreté du Total Return Swap (TRS), contracté en septembre 2025 en francs suisses. La dette publique nette s'établit désormais à 57 % du PIB, en-dessous de l'objectif de 58,9 % présenté dans le plan financier pour 2026 (cf. [Brèves semaine 11](#)). La dette externe a également reculé à 24 % contre 29 % en mars 2026.

Le TRS, de 9,3 Md\$, devait initialement être remboursé fin juillet 2026. Le remboursement permet de récupérer plusieurs milliards de dollars de garanties engagées, composées d'un panier d'obligations souveraines libellées en USD, en COP et d'obligations du Trésor étatsunien. Les économies totales du remboursement anticipé s'élèveraient à 3,7 Md\$ selon le directeur du Crédit public. Aucune nouvelle opération d'une telle ampleur ne sera menée jusqu'à la fin du mandat de Gustavo Petro.

Le directeur du Crédit public souligne préférer poursuivre une stratégie d'endettement sur les actifs de court terme. Alors que les obligations à 2030 s'échangent à 14,2 % et

celles à 2050 autour de 13,5 %, le directeur du Crédit public opte pour des émissions à court terme, assumant le risque de refinancement, afin d'éviter de maintenir des taux élevés à long terme. Selon lui, les taux élevés sont en partie liés à la guerre en Iran et devraient donc se réduire à moyen terme, permettant de refinancer la dette à moindre coût.

Indicateurs	Variation hebdo.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	2,4%	35,6%	2238
Change USD/COP	-2,1%	-13,0%	3572
Change EUR/COP	-2,4%	-11,7%	4146
Prix du baril (Brent, USD)	4,3%	50,0%	97,96

Équateur

En soutien à la candidature d'Abelardo de la Espriella en Colombie, l'Équateur met fin à la guerre commerciale avec son voisin.

Le 1^{er} juin, l'Équateur a officialisé le retrait des droits de douane de 100 % sur les importations colombiennes, en vigueur depuis décembre 2025. Le président Noboa attribue cette décision à un accord passé avec le candidat à la présidentielle colombienne Abelardo de la Espriella (ultra-droite), marquant son soutien à sa candidature. L'annonce du retrait des droits de douane a été faite le 29 mai, soit deux jours avant les élections colombiennes.

Le gouvernement colombien qualifie le soutien de Noboa de « trompeur », et insiste sur le fait que le retrait de ces droits de douane répond à une injonction de la Communauté andine des Nations (cf. [Brèves semaine 20](#)). Malgré la suppression des droits de douane, les exportateurs et importateurs soulignent que la récupération sera graduelle et demandant un appui économique du gouvernement afin de faire face aux difficultés financières issues du conflit commercial.

Le ministère de l'Économie rapporte une réduction du risque pays et une hausse des réserves internationales en 2026.

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, le risque pays a atteint 400 points à la mi-mai 2026, une forte baisse par rapport à juin 2025 où il se situait à 1 082 points. Les réserves internationales, quant à elles, atteignaient 12,4 Md\$ fin mai, soit 4,2 Md\$ de plus qu'en mai 2025.

Sur le plan commercial, les exportations non-pétrolières s'élevaient à 7,3 Md\$ entre janvier et mars 2026, ce qui représente une croissance de 3,7 % en g.a. Les exportations non-traditionnelles ont atteint 3,2 Md\$ au premier trimestre 2026, un chiffre qui représente une augmentation de 23,6 % en g.a, les produits ayant connu la plus forte croissance sont : les produits miniers, le poisson en conserve et les fleurs naturelles. Le ministère a également signalé une augmentation des importations de biens d'équipement, qui ont augmenté de 6,8 % entre janvier et mars 2026 (en g.a) pour atteindre 1,7 Md\$.

Concernant l'inflation, l'Équateur a enregistré une inflation annuelle de 2,6 % en avril 2026.

Par ailleurs, une baisse des taux d'intérêt de référence a été observée, le taux actif étant passé de 8,46 % en juin 2025 à 6,85 % en juin 2026.

Guyana

Citibank ouvre un bureau de représentation au Guyana.

La banque états-unienne Citibank a annoncé avoir reçu l'autorisation réglementaire de la Banque centrale lui permettant d'ouvrir un bureau de représentation à Georgetown. À l'heure actuelle, les principales banques opérant au Guyana sont : Bank of Baroda (Inde), Citizens Bank (Guyana), Demerara Bank

(Guyana), GBTI (Guyana), Republic Bank (Trinité-et-Tobago), et Scotiabank (Canada).

Cette expansion devrait favoriser les opportunités d'investissements en soutenant l'infrastructure financière du pays. L'arrivée d'un nouvel acteur sur le marché facilitera la connexion entre les clients guyaniens et les marchés internationaux. Selon Citi, ce nouveau bureau lui permettra de proposer des solutions sur mesure aux clients internationaux souhaitant investir au Guyana, tout en accompagnant les entreprises locales à la recherche d'opportunités de croissance à l'étranger.

La décision d'implanter une présence physique au Guyana a été motivée par la forte croissance économique du pays et la demande croissante de services financiers dans des secteurs clés, notamment le développement des infrastructures et le financement des exportations. Cette arrivée constitue un gage de confiance dans les perspectives économiques du Guyana dans un contexte de croissance et d'activité d'investissement sans précédent.

Pérou

Malgré 12 Md\$ investis, le déficit d'accès à l'eau et à l'assainissement continue de se creuser.

Le Pérou a investi près de 12 Md\$ dans les infrastructures d'eau et d'assainissement au cours des six dernières années, sans parvenir à résorber les déficits de couverture. Selon les estimations du ministère de l'Économie et des Finances, environ 56 Md\$ supplémentaires seraient nécessaires pour atteindre une couverture universelle. Les acteurs du secteur rappellent que l'accès à l'eau et à l'assainissement constitue un facteur essentiel de développement économique et social. Les déficits persistants dans ces services limitent la productivité, la compétitivité et les

perspectives de développement durable de nombreuses régions du pays.

L'accent est également mis sur la nécessité de renforcer les capacités techniques, d'améliorer la gestion des ressources hydriques et de développer le traitement des eaux usées. Enfin, les autorités ont rappelé le rôle central des écosystèmes forestiers dans la régulation du cycle de l'eau, soulignant l'interdépendance entre gestion environnementale et sécurité hydrique à long terme.

L'expansion de l'exploitation minière illégale du cuivre pourrait fragiliser le potentiel minier péruvien.

Le Fonds monétaire international alerte sur la progression rapide de l'exploitation minière illégale du cuivre au Pérou, qui pourrait déjà représenter jusqu'à 5 % des exportations nationales de cuivre, soit plus de 1,1 Md\$. Jusqu'à présent principalement concentré sur l'or, le phénomène s'étend désormais au cuivre, porté par la hausse des cours mondiaux des métaux. Selon le FMI, cette évolution constitue un risque important pour les perspectives de croissance du pays. L'exploitation illégale progresse notamment dans les régions andines et amazoniennes, y compris dans des zones où opèrent déjà des entreprises minières formelles.

Cette situation intervient alors que le Pérou demeure le troisième producteur mondial de cuivre et dispose d'un portefeuille de projets miniers estimé à 64 Md\$. Le président de la Banque centrale, Julio Velarde, estime que la mise en œuvre de l'ensemble des projets miniers actuellement identifiés pourrait ajouter plus de 3 Mt de capacité de production de cuivre et permettre au Pérou de rivaliser avec le Chili comme premier producteur mondial.

Le Venezuela engage le cabinet d'avocat Hogan Lovells pour restructurer sa dette.

Moins d'un mois après le début du processus de restructuration de sa dette de 170 Md\$, le Venezuela a engagé Hogan Lovells comme conseiller juridique. Le cabinet d'avocats aura pour mission de restructurer cette dette en défaut depuis 2017 et d'assister le pays dans ses relations avec le gouvernement étatsunien. Début mai, les États-Unis avaient autorisé l'embauche de consultants et conseillers financiers pour ce processus de restructuration (cf. [Brève semaine 19](#)).

Le processus de restructuration consiste à démanteler un réseau complexe d'obligations et de prêts impayés, tout en faisant face aux sanctions étatsuniennes encore à l'œuvre qui empêchent le Venezuela de négocier avec les créanciers ou d'émettre de nouveaux titres de dette. Les obligations d'État ont gagné plus de 80 % cette année, les investisseurs ayant afflué après la capture du président Nicolas Maduro et le rapprochement vers les États-Unis initié par la présidente par intérim Delcy Rodríguez. Le gouvernement a par ailleurs annoncé son intention de publier le mois prochain une analyse de la viabilité de sa dette, suggérant son intention de réintégrer les marchés financiers au plus vite.

Les compagnies aériennes internationales doivent transférer leurs paiements pour le pétrole vénézuélien vers les États-Unis.

Le ministère des Hydrocarbures a informé les compagnies aériennes internationales qu'elles devront effectuer leurs paiements pour le carburant vénézuélien directement sur des comptes contrôlés par le département du Trésor des États-Unis. Le carburant d'aviation (Jet A-1), le fioul lourd (HFO) et le gazole marin (MGO) utilisés dans les ports sont concernés par cette mesure. Le gouvernement a précisé que Washington est chargé de recevoir ces fonds au nom du Venezuela et que les

Venezuela

transactions financières seront gérées par la Banque centrale étatsunienne.

Selon le Trésor étatsunien, les fonds seront conservés dans un compte de garde institutionnel et les expéditeurs devront en outre déclarer l'origine des fonds. À la suite de la capture du président Maduro, la Maison Blanche avait déjà annoncé que l'administration étatsunienne prendrait en charge la gestion des revenus pétroliers vénézuéliens pour une durée indéterminée, que ces ressources seraient considérées comme un patrimoine souverain du Venezuela, mais qu'elles resteraient protégées par le gouvernement étatsunien à des fins de gestion publique et diplomatique.

Le bolivar s'est déprécié de presque 45 % entre janvier et mai 2026.

La Banque centrale du Venezuela (BCV) a annoncé que le taux de change officiel a

atteint 549,4 bolivars par dollar fin mai, ce qui représente une dépréciation de 45 % face au dollar étatsunien depuis le début de l'année 2026. Sur le mois de mai, la devise vénézuélienne a enregistré une dépréciation de près de 11 %. En 2025, le bolivar avait déjà perdu 82 % de sa valeur face au dollar, le taux de change officiel étant passé de 52 à 298 bolivars par dollar.

Entre janvier et avril, l'inflation cumulée atteint 90 %, selon les chiffres de la BCV, du fait de l'inflation importée. Cette dépréciation constante a conduit le gouvernement de Delcy Rodríguez, fin avril, à accorder des primes supplémentaires en dollars : 240\$ pour les ouvriers et 70\$ pour les retraités. Toutefois, selon la présidente par intérim, au moins 350 000 personnes âgées se trouvent encore en situation de vulnérabilité au Venezuela.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)